

SERVICE DE L'ETAT-MAJOR GENERAL
Section des renseignements

320/4

Berne, le 2 juillet 1962

"T r è s" c o n f i d e n t i e l

Bulletin d'information No. 14/62

L'intervention des services américains en Algérie.

Dans notre dernier bulletin du 26 juin, nous écrivions en parlant des possibilités de "fraternisation et de pardon", ainsi que de la création d'une troisième force, que "la solution la plus désirable serait une Algérie indépendante dirigée par les modérés musulmans et européens, liée étroitement à la France"; et nous ajoutions que ce serait en fait "la solution que le général Challe préconisait, d'entente avec tous les politiciens modérés, aussi bien du côté français que du côté FLN !"

Nous terminions ce bulletin en disant que le lendemain du référendum d'autodétermination "sonnerait l'heure de la vérité et que très vite, nous saurions si l'Algérie indépendante serait pro-occidentale, neutre ou si elle serait orientée vers Le Caire et vers Moscou."

Il est évident que pour obtenir une formule pro-occidentale ou même seulement neutre mais respectant la personne et les biens des Algériens d'origine européenne, la première condition était l'interruption de l'action de l'OAS, c'est-à-dire de l'opération "terre brûlée"; cette interruption rendant possible le rapprochement des communautés. Cet arrêt de l'offensive OAS ne pouvait être atteint que par des pourparlers ! En effet, l'armée française refusait de s'engager contre la subversion européenne et seules la gendarmerie et les CRS (Compagnies Républicaines de Sécurité) la combattaient. La condition citée ci-dessus remplie, il pouvait alors découler, théoriquement du moins, l'intégration des Européens dans la communauté autochtone, c'est-à-dire en fait - si j'ose employer ce terme - "un 13 mai à rebours". Or, les pourparlers ont eu lieu et la neutralisation de l'OAS s'est accomplie sans engagement des forces armées.

Une question, à laquelle nous n'avions pu répondre, se posait dès lors : qui étaient le ou les artisans de cette intervention qui a été décisive et qui s'est déroulée dans les trois phases suivantes :

- conversations,
- accords dits de Rocher-Noir le 17 juillet,
- arrêt de l'opération "terre brûlée" et évacuation hors de l'Algérie des commandos OAS.



Examinons d'abord quelles sont les personnalités qui ont participé à cette opération : Du côté FLN : tout d'abord M. Farès, président de l'Exécutif provisoire, le Dr Mostefaï, représentant du FLN dans le dit Exécutif, appuyés sans doute depuis Tunis par Fehrat Abbas, le leader FLN, ancien président du GPRA qui du reste est rentré triomphalement en Algérie, plusieurs jours avant le référendum.

Du côté des Européens et de l'OAS : à Alger, M. Chevallier, ancien maire libéral d'Alger, Susini, porte-parole des étudiants algériens et un modéré de l'OAS, et le colonel Gardes.

A Oran : M. Laffont, directeur de "l'Echo d'Oran", personnalité libérale qui avait toujours lutté pour l'autonomie de l'Algérie, ainsi que le colonel Dufour.

Or, il est très difficile d'admettre que ce rapprochement s'était fait sans intermédiaires, mais le secret absolu avait été gardé. Etaient-ce des hommes politiques de la Métropole que l'on aurait pu chercher au sein du MRP ou parmi les indépendants ou même les socialistes ? Etaient-ce quelques amis de Guy Mollet ou de Max Lejeune ?... Ce n'était sûrement pas un proche de l'Elysée, agissant avec ou même sans l'assentiment du général de Gaulle, car l'amnistie en Algérie allait mettre le pouvoir en Métropole dans une position difficile ! En outre, selon Paris, il aurait fallu que les commandos OAS soient détruits en Algérie et non pas qu'ils puissent se réfugier quelque part en Europe, ce "planquage" provisoire leur permettant un jour peut-être de rentrer en Métropole ! Mais comme je l'ai dit plus haut, le secret avait été bien gardé.

Or, depuis hier, nous savons enfin que ce sont les représentants des Etats-Unis à Alger, avant tout le Consul général américain de cette ville, qui sont intervenus, bien entendu "téléguidés" par Washington, appuyés dans leur action par les agents secrets du C.I.A. (Central Intelligence Agency) et nantis de fonds secrets importants.

Quelles sont les raisons de cette intervention américaine ? ... Il faut se rappeler tout d'abord qu'avant le putsch du 21 avril 1961, le général Challe, qui venait de quitter le commandement Centre-Europe dépendant de l'OTAN, avait eu sûrement des contacts avec des agents du C.I.A. et on affirmait même que Washington lui avait promis son appui. En effet, il y eut des faits troublants, comme par exemple la présence à Alger de l'attaché militaire des USA à Paris et de son adjoint quelques heures avant l'arrivée du général Challe; nous avons pu établir que les officiers américains avaient fait une demande spéciale pour effectuer ce voyage à cette date. En outre, il est notoire que le poste émetteur du Consulat général américain à Alger avait été employé pour la liaison Alger-Paris au moment du putsch. Nous n'avons jamais pensé que Washington s'était vraiment engagé à appuyer ce "quarteron de généraux", comme les a appelés le Président de la République, mais il est évident que si l'opération avait tourné au succès, les Yankees étaient alors à pied d'oeuvre et prêts à se précipiter au secours des vainqueurs.

Il est certain cependant que depuis cette époque, l'évolution en Algérie a causé bien des soucis à Washington, puisque l'autonomie n'étant

- 3 -

plus concevable, ce pays allait inévitablement vers l'indépendance. Or, ce nouvel état pouvait être, selon l'évolution, pro ou anti-occidental et il fallait absolument contribuer à ce qu'il soit aussi proche que possible de l'Occident. En outre, les constatations faites par les services américains ces derniers mois n'étaient pas encourageantes, car en Afrique du Nord et en Afrique Noire, l'ingérence de Moscou se manifestait avec une fréquence accrue. Au Maroc, par exemple, la propagande soviétique appuyait l'opposition contre le Roi d'une façon très diplomatique puisqu'elle n'attaquait pas la monarchie, mais seulement la "monarchie absolue" et que la pression de l'opposition était assez forte pour obliger le Roi Hassan, désireux de prouver sa neutralité, à accepter d'importantes livraisons d'armements soviétiques, dont des chars et des "Mig"; ces arrivages d'armes étant bien entendu accompagnés de techniciens russes. Au Ghana, c'était dernièrement l'arrivée d'une mission militaire soviétique commandée par un général, marquant ainsi l'intention de Moscou de s'infiltrer en Afrique Noire, et nous pourrions citer encore bien d'autres faits qui, pris individuellement, peuvent paraître insignifiants, mais qui, considérés dans leur ensemble, montrent le travail important que les services du Kremlin continuent à faire en Afrique.

De plus, chaque jour se manifestait l'affaiblissement de la position du NATO en Méditerranée occidentale ! L'évacuation de Bizerte se dessinait sans que, comme Washington l'aurait désiré, cette base française devienne une base NATO, et il faut également mentionner les difficultés de Franco et de Salazar dans leurs positions africaines, c'est-à-dire pour le premier à Ifni, Ceuta et Melilla et pour le deuxième en Angola et au Mozambique, sans oublier bien entendu leurs grosses difficultés intérieures. Or, en Espagne et au Portugal se trouvent des bases américaines importantes.

Et, alors que de Gaulle était persuadé que quoi qu'il arrivât le nouveau gouvernement de l'Algérie indépendante serait axé sur Paris, Washington, pressentant l'éclatement inévitable du FLN, éclatement que nous avons appris hier matin, désirait réaliser les conditions pour que ce soit une tendance FLN modérée qui arrive au pouvoir après le référendum du 1er juillet. Bien entendu, la manœuvre dirigée par Washington fut aussi appuyée de Paris, non pas, comme nous venons de le voir, par les milieux politiques, mais avant tout par les milieux financiers et industriels ayant de gros intérêts en Algérie, conscients en outre que l'afflux de réfugiés dans la Métropole (officiellement on en annonce plus de 300'000, il faut donc admettre que ce sont 500'000 Français qui sont rentrés) allait mettre la France dans une situation sociale et financière très difficile.

Nous tenons à souligner que nos renseignements proviennent de sources très sûres et précisons encore une fois que l'initiative de cette intervention qui, pour le moment du moins, a évité le heurt définitif entre les deux communautés et le chaos, est due aux USA avec l'appui de personnalités non officielles de Paris.

C'est donc Susini qui, du côté français, a été à Alger même l'élément capital de l'action. Nous savons qu'il réside depuis plusieurs semaines au Consulat général américain. Le Consul lui avait du reste donné toutes les assurances pour son départ au cas où l'affaire ne réussirait pas. Fortement appuyé financièrement, Susini a eu des premiers contacts au début de juin,

s'adressant avant tout aux modérés et à la tendance "bourgeoise" au sein du FLN. Farès, le président de l'Exécutif provisoire, avait en fait tout intérêt à jouer le rôle de pacificateur. En effet, une "nouvelle formule" d'intégration n'étant pas celle du GPRA, Farès pouvait entrevoir la possibilité de rester, lui, dans le futur gouvernement. Je rappelle que Farès n'a jamais été à Tunis, qu'il a passé ces dernières années à Paris où les derniers mois il était emprisonné. Le Dr Mostefaï, lui, représente au sein du FLN une tendance bourgeoise et Fehrat Abbas, évincé l'année passée de la présidence du GPRA, a toujours été pour une entente étroite avec la France. Il est même à tel point francisé qu'il parle très mal l'arabe.

Patronnés par les Américains, appuyés par les milieux financiers et industriels de Paris, il s'est fait une entente entre les modérés de l'OAS, les représentants de la bourgeoisie musulmane et les représentants du capital européen investi en Algérie et on pourrait appeler ce nouveau bloc "le front de la bourgeoisie algérienne", par opposition au "front révolutionnaire".

A Alger, la manoeuvre fut relativement facile. A Oran, elle fut laborieuse. En effet, les commandos OAS de cette ville étaient composés avant tout d'Espagnols ou d'Algériens d'origine espagnole et - constatation tragique en même temps que burlesque - les meilleurs commandos étaient formés d'anciens républicains espagnols, réfugiés à Oran après la victoire de Franco. On prétend, nous n'en avons pas la preuve, qu'il y a eu une intervention directe de Madrid pour ordonner aux commandos d'Oran d'interrompre le combat. Ce qui est certain, par contre, c'est que ce sont deux bateaux de guerre espagnols qui ont, en même temps que certains réfugiés, embarqué tous les commandos OAS de l'Oranais, avec armes et bagages, et qui les ont déposés à Ceuta et à Melilla. A relever que tout le repli et l'embarquement de ces contingents s'est fait sans que ni l'armée française, ni la gendarmerie n'interviennent.

Le samedi 30 juin, le FLN a éclaté. Ben Bella et Khider, vice-président du GPRA, et ainsi que les chefs militaires principaux limogés de l'armée, soit le colonel Boumedienne et les commandants Mendjili et Slimane sont d'un côté; Ben Khedda et le GPRA de l'autre. Mais la ligne de Ben Khedda n'est pas identique à celle de Farès, Fehrat Abbas et Mostefaï. Il est évidemment difficile de délimiter d'une façon absolue les groupes qui s'affrontent maintenant, surtout qu'il s'agit d'Arabes; mais on peut admettre trois groupements qui prétendent prendre la tête du FLN :

1. Les révolutionnaires "Ben Bella-Khider" voulant s'appuyer sur l'armée de libération stationnée en Tunisie et au Maroc et aussi probablement sur une partie de l'armée des wilayas (provinces) de l'intérieur. Ce groupement est sans doute dirigé par Moscou via Le Caire, à moins que, et les dernières déclarations de de Gaulle sur le NATO permettraient de l'admettre, il y ait entente secrète entre l'Elysée et le Kremlin. Ajoutons que Ben Bella a condamné les accords de Rocher-Noir.
2. Les modérés ou neutralistes, appelés aussi "réformistes", en fait le gouvernement Ben Khedda.
3. Les pro-Occidentaux, ce front bourgeois qui vient de se constituer et dont j'ai parlé plus haut.

- 5 -

Il ne nous est pas possible non plus de préciser pour lequel des trois groupes travaillera l'appareil politique FLN déjà installé à l'intérieur de l'Algérie. Il est possible que cet appareil soit lui-même fractionné. Pour le moment, la situation reste calme en Algérie. Comme prévu, le référendum a donné la totalité des voix à l'indépendance avec coopération. Y aura-t-il de graves répercussions dans la nouvelle République indépendante dues à l'éclatement du FLN et la "liquidation des colonels" de l'armée de libération algérienne aura-t-elle aussi peu de conséquences que la "liquidation des généraux français" ? Il est trop tôt pour se prononcer à ce sujet et nous le ferons dès que nous aurons des renseignements plus précis. Une chose cependant est évidente : pour Moscou, le centre de gravité reste en Afrique du Nord et c'est pour cette raison que nous considérons toute relance dans le détroit de Formose ou à Berlin uniquement comme une manoeuvre de diversion et que jusqu'au moment où l'Algérie aura définitivement trouvé son chemin, nous ne croirons pas à une crise sérieuse à Berlin ou dans le Sud-Est asiatique. Mais le fait le plus important qui ressort des renseignements que nous venons de vous donner, c'est qu'il semble vraiment que, comme cela a été le cas au Sud-Est asiatique, en Afrique du Nord Washington a compris qu'il faut absolument arrêter l'expansion politique de l'Union soviétique.

SERVICE DE L'ETAT-MAJOR GENERAL

Le chef de la section des renseignements:

Colonel Musy
colonel EMG Musy

P.S. Nous vous donnons en annexe le communiqué du commandement de l'armée de libération nationale publié d'Oujda, à la frontière algéro-marocaine, le 2 juillet.

Distribution :

- Chef DMF
 - Directeur DAF
- Chef instr. pour lui et les chefs d'arme subordonnés (10 expl.)
- Chef EMG
 - Sous-chefs EM front, arr. et ter., planification (2 expl.)
 - Cdt. cours EMG
 - Chef section pers. et secr.
- Cdt. CA 1 - 4
 - Cdt. div. 1 - 12
- Cdt. trp. av. et DCA (2 expl.)

Annexe au bulletin d'information No. 14/62

Oujda, le 2 juillet 1962

Voici le texte du communiqué du "commandement du front ouest de l'état-major général de l'ALN", qui a été transmis cette nuit à la presse :

" Par ordre du jour en date du 30 juin 1962 et diffusé à Tunis par voie de presse, des ministres du GPRA annoncent la destitution par ce dernier des trois membres de l'état-major général de l'ALN : le colonel Boumédiène, les commandants Mendjli et Slimane.

" En conséquence, le GPRA ordonne aux "djounouds" et aux officiers stationnés aux frontières de refuser tout ordre venant de l'état-major général ou de ceux qui s'en réclameraient.

" A cet appel les "djounouds" et les cadres du front ouest, conscients des conséquences incalculables qui résulteront d'une telle mesure et plus que jamais soucieux de préserver l'unité de l'ALN et l'identité de vues de tous les combattants, répondent qu'il appartient au seul Conseil National de la Révolution Algérienne, unique dépositaire de la souveraineté populaire, selon les statuts mêmes du FLN, de dissoudre un organisme créé par lui, lors de la réunion tenue à Tripoli en 1959.

" Les officiers et combattants de l'ALN continueront donc, comme par le passé, à n'exécuter que les ordres émanant du chef et de l'état-major général ou passant par lui. Ils rappellent à cette occasion qu'à la dernière session du CNRA, réunie à Tripoli du 27 mai au 7 juin, l'état-major général a été de nouveau investi de la confiance de la majorité des membres du CNRA et notamment des délégués de toutes les wilayas dont il a reçu mandat pour les représenter.

" Que par contre, mis en minorité, le président et certains ministres, auteurs aujourd'hui de l'ordre du jour adressé à l'ALN par voie de presse, se sont enfuis dans la nuit du 6 au 7 juin, sans prévenir le CNRA en paralysant ainsi la poursuite de ses travaux comme l'attestent des documents du CNRA.

" En cette heure historique, il ne saurait être toléré qu'une dictature fractionnelle puisse mépriser la volonté du peuple algérien, exprimée depuis six ans par le C.N.R.A.

" Au nom de tous les combattants, les cadres de l'ouest appellent tous les militants de la cause nationale à s'unir plus étroitement au service de la patrie et de la révolution pour imposer l'abandon d'une politique qui s'exprime aujourd'hui par l'accolade donnée aux assassins de l'OAS d'une part, et d'autre part par l'arrestation des meilleurs combattants de la révolution dont plusieurs membres du CNRA (Conseil national de la révolution algérienne).

Signé les commandants du front ouest de l'état-major de l'ALN".